

Un début d'année plutôt lent pour l'économie québécoise

APERÇU DE L'ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE

À la lumière, d'une part, de l'évolution mensuelle inconstante de plusieurs agrégats clés et, d'autre part, de la tendance baissière d'autres variables d'importance, la croissance de l'économie québécoise **au premier trimestre 2007** s'annonce fort mitigée. Tout de même, quelques indicateurs montrent une progression significative, voire accélérée pour certains. Ainsi, la création d'emplois – presque le double de celle du dernier trimestre 2006 – se révèle la plus élevée depuis le troisième trimestre 2005, même sans la contribution de l'emploi à temps plein. Favorisant les hommes et, encore plus, les femmes, cette tendance positive du marché du travail émane de l'activité de groupes d'industries divers, particulièrement les industries primaires non agricoles (après trois trimestres négatifs) et, surtout, les industries de services telles que le commerce, l'information et la culture, sans oublier la gestion d'entreprises et des services administratifs, ainsi que les finances et les affaires immobilières. En outre, même si la population active augmente, chez les hommes et chez les femmes, le taux de chômage reste bas en général, et même diminue chez les hommes. De plus, le commerce de gros accélère et les ventes totales au détail reprennent, notamment chez des commerçants d'importance tels que les supermarchés, les stations-service, les concessionnaires d'automobiles d'occasion et de pièces et les magasins de vêtements, outre les magasins de meubles, d'appareils électroniques et électroménagers.

Autre aspect favorable, quelques industries de fabrication de biens non durables affichent encore des hausses d'expédition, entre autres les industries de fabrication de boissons et de produits du tabac, les usines de produits textiles, de fabrication de vêtements et les entreprises liées aux activités d'impression. Dans le même élan, les industries de biens durables font encore mieux, notamment dans l'expédition de produits métalliques, de produits en bois et de machines, outre les produits informatiques, les appareils et les composants électriques, de même que les meubles.

À l'opposé, ce premier trimestre enregistre un accroissement du chômage chez les femmes et des pertes d'emploi prononcées dans le secteur producteur de biens, surtout dans les industries manufacturières, la construction, l'agriculture et les services publics. Précisément, encore dans la construction, la valeur des permis de bâtir chute à la fois dans les deux secteurs, résidentiel et non résidentiel, et dans les trois

composantes du non résidentiel. De même, le nombre de logements mis en chantier décline, dans l'ensemble et dans les centres urbains, et relativement aux deux catégories les plus importantes. Quant au commerce de détail, les ventes ralentissent chez des commerçants de taille tels que les centres de rénovation ou bien elles diminuent dans d'autres comme les concessionnaires d'automobiles neuves, les magasins d'accessoires de maison, d'accessoires vestimentaires, ainsi que les magasins d'ordinateurs.

Tout compte fait, l'évolution trimestrielle de l'économie du Québec, favorable sous certains aspects, se révèle toute en contrastes et d'autant plus préoccupante qu'au-delà des clignotants rouges de la demande intérieure, la demande externe apparaît doublement fragilisée par l'envolée du dollar canadien et l'incertitude sur l'état de santé de l'économie des États-Unis, notre principal partenaire commercial et, tout cela, dans un environnement économique marqué par un risque accru d'inflation et des taux d'intérêt s'élevant de plus en plus, à la cadence des hausses des prix de l'énergie, des prix à la consommation, voire des prix des produits industriels.

LA DEMANDE DE BIENS ET DE SERVICES

Les Comptes économiques au quatrième trimestre 2006

Les statistiques des Comptes économiques du *premier trimestre 2007* n'étant pas encore publiées, cette section traite des résultats **du quatrième trimestre 2006**. Encore une fois, malgré les difficultés du commerce extérieur qui continue d'enregistrer un solde trimestriel déficitaire, le treizième d'affilée, **le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec aux prix du marché** en est à son quatorzième trimestre positif consécutif et en mode accélération (+ 0,5 %), grâce à la seule demande intérieure finale (notamment l'investissement en capital fixe), la demande intérieure totale subissant un premier recul en six trimestres, à cause d'un désinvestissement en stocks plutôt sensible et même marqué d'un signe négatif, une première en 10 trimestres. De fait, **la demande**

intérieure finale s'accroît un vingt et unième trimestre de suite (+ 0,6 %), stimulée, certes, par les dépenses personnelles en biens et en services de consommation (+ 0,3 %) et, surtout, par l'accélération de l'investissement en capital fixe (+ 2,1 % contre + 1,8 % au trimestre précédent), de pair avec la remontée des dépenses publiques courantes en biens et en services (+ 0,2 %) qui dépassent 50 milliards de dollars, un septième trimestre d'affilée. Par contre, **la demande intérieure totale** régresse (- 0,4 %), entraînée par le décroissement des stocks dont le niveau d'accumulation, positif depuis le troisième trimestre 2004, se révèle négatif (- 256 millions de dollars) en ce quatrième trimestre 2006.

À vrai dire, ralenties par la première diminution en cinq trimestres des dépenses en biens (- 0,2 %), **les dépenses personnelles en biens et en services de consommation**, calculées en dollars constants et sur une base annuelle, ne progressent que de 0,3 %, c'est-à-dire en dessous du PIB (+ 0,5 %) et environ au tiers du taux enregistré au trimestre précédent. C'est le résultat de la seule croissance des dépenses personnelles en services qui en sont à 23 trimestres positifs de suite, en montant aussi rapidement qu'au troisième trimestre (+ 0,8 %), tandis que les dépenses en biens – qui constituent un peu plus de la moitié des dépenses personnelles – diminuent (- 0,2 %), après avoir augmenté durant les trois précédents trimestres de l'année, à une vitesse moyenne de 1,4 %. Dans le même temps, **les dépenses publiques courantes en biens et en services** reprennent (+ 0,2 %), récupérant de leur seul recul subi depuis 1997. En outre, après avoir progressé pendant sept trimestres consécutifs et dépassé 10 % en variation annuelle en 2004, pour la première fois depuis 1987, **l'investissement total en capital fixe**, en baisse au cours des deux premiers trimestres 2005, se ressaisit bien depuis, repassant la barre des 50 milliards de dollars dès le premier trimestre 2006 et accélérant encore plus au quatrième trimestre (+ 2,1 %) qu'au troisième, sous l'impulsion des seuls *investissements des entreprises* (près de 85 % de l'investissement total) qui s'élèvent de 2,5 %, tandis que les investissements des *administrations publiques* stagnent, après deux trimestres négatifs consécutifs et un début d'année positif.

Dans les faits, dans *les entreprises*, une deuxième fois de suite, les trois composantes contribuent aux bons résultats de la formation brute de capital fixe. Tout d'abord, les investissements en construction résidentielle affichent un gain (+ 3,0 %), le quatrième d'affilée après les quatre trimestres négatifs de 2005 et le plus important depuis le troisième trimestre 2004, tandis que les investissements en construction non résidentielle, après un fléchissement au deuxième trimestre, continuent à remonter et en accéléré (+ 0,7 % contre + 0,5 % au troisième trimestre). Dans le même ordre d'idées, les investissements en machines et en matériel, principale composante, en sont à sept trimestres positifs de suite, en grimant de 2,8 %, soit le deuxième taux le plus élevé en 2006 et depuis neuf trimestres. Par ailleurs, dans *les administrations publiques*, l'investissement total bouge à peine, malgré la dix-septième augmentation trimestrielle consécutive des investissements en machines et en matériel

(+ 1,1 %), seule composante à montrer une hausse trimestrielle quelconque en 2006, exactement le contraire des investissements en construction non résidentielle, qui accusent leur quatrième réduction trimestrielle de suite (- 1,1 %). Quant aux investissements en construction résidentielle, toujours très modestes en regard des deux autres composantes, après s'être élevés sensiblement durant les deux trimestres de la seconde moitié de 2005, ils se contractent au cours de la première moitié de 2006 et stagnent à 40 milliards de dollars en ce quatrième trimestre. En ce qui a trait **aux dépenses personnelles en biens** (- 0,2 %), ventilées selon la catégorie, deux des trois catégories de biens accusent une décroissance. En effet, après s'être bien reprises tout au long des quatre trimestres précédents, les **dépenses en biens semi-durables**, qui représentent environ 20 % des dépenses personnelles en biens, replongent (- 0,6 %) en ce quatrième trimestre, tout comme **les dépenses en biens non durables** (la plus grande catégorie) qui, elles, en sont à leur première réduction (- 0,4 %) en 10 trimestres, tandis que **les dépenses en biens durables**, qui absorbent un peu plus du tiers des dépenses personnelles en biens, se révèlent le seul groupe à montrer un accroissement trimestriel (+ 0,4 %), le cinquième d'affilée.

Ainsi, contrairement au troisième trimestre, dans ce portefeuille de neuf groupes de dépenses qui composent **la demande personnelle de biens et de services**, deux subissant une variation négative en **ce quatrième trimestre 2006**, et les autres groupes se distinguent par des augmentations trimestrielles plusieurs fois consécutives. Ainsi, d'une part, le groupe *des dépenses nettes à l'étranger* – qui en est maintenant à 10 hausses trimestrielles de suite – enregistre, en ce quatrième trimestre, le solde le plus élevé depuis 1993 et, d'autre part, le groupe *des biens et des services personnels*, le seul à ne montrer que deux hausses de suite, continue de se relever, au même rythme qu'au troisième trimestre (+ 0,4 %). Dans le même temps, le plus important groupe, qui totalise les dépenses *de loyers bruts, de combustible et d'énergie*, affiche un vingtième accroissement d'affilée (+ 0,1 %), comparativement à cinq trimestres positifs successifs concernant le groupe *des meubles et des accessoires d'ameublement* (+ 1,1 %). De même, le groupe *des dépenses en soins médicaux et en services de santé*, en hausse plutôt rapide tout au long de 2005, et, avec accélération durant la première moitié de 2006, ralentit encore au quatrième trimestre (+ 0,6 % contre + 1,7 %), mais un quarante-deuxième trimestre positif de suite, tandis que les dépenses relatives *aux loisirs, au divertissement, à la formation et à la culture*, tout en décélérant, comptent un dix-septième trimestre de croissance consécutif (+ 0,7 % contre + 1,0 %), de même que les dépenses en *transports et en communications* qui, elles, en sont à leur quatrième (+ 0,3 % contre + 1,5 %). Par contre, d'une part, les dépenses *en aliments, en boissons et en tabac*, en décélération durant les trois premiers trimestres 2006, se contractent de 0,4 %, après sept trimestres sans repli et, d'autre part, les dépenses *en vêtements et en chaussures*, qui récupéraient fort bien des derniers trimestres 2005 plutôt difficiles, régressent de 1,9 %.

Les indicateurs économiques utilisés pour l'analyse conjoncturelle du premier trimestre 2007

Les ventes totales au détail – en décroissance au quatrième trimestre 2006, après trois trimestres successifs de progression notable, se redressent **au premier trimestre** (+ 1,7 %). Même si l'on exclut la valeur **des ventes de véhicules automobiles neufs, d'occasion, de plaisance et les ventes de pièces**, les ventes au détail continuent de croître, et même deux fois plus vite (+ 3,4 %), précisément le contraire de la situation des deux derniers trimestres 2006 marqués par la stagnation et la décroissance.

De fait, depuis l'embellie de la fin de 2005, les ventes de services en tout genre, rapportées par **les concessionnaires d'autos neuves**, qui constituent près de 20 % du commerce de détail, connaissent plusieurs trimestres difficiles, soit déjà le troisième (– 5,2 %) en cinq trimestres. Plus particulièrement, en ce qui concerne **les véhicules automobiles neufs** exclusivement (voitures particulières et véhicules utilitaires), au premier trimestre, **la valeur totale** des ventes replonge (– 4,6 %), une troisième fois en cinq trimestres et après deux trimestres positifs de suite, dans le sillage de la décroissance de 2,9 % du nombre d'autos vendues; par comparaison, au trimestre précédent, les véhicules neufs vendus augmentaient de 1,5 % en valeur et de 0,9 % en quantité. Dans le même mouvement, précisément, en matière d'autos neuves vendues fabriquées en Amérique du Nord, leur nombre se contracte (– 5,3 %), après les accroissements trimestriels sensibles de la deuxième moitié de 2006, tandis que le nombre d'autos vendues *fabriquées outre-mer* récupère modestement (+ 1,7 %) du trimestre précédent, grâce à la poussée de 11,7 % de la quantité d'autos vendues *fabriquées au Japon*, qui constituent plus de 45 % des ventes du segment d'*outre-mer*. Parallèlement, en ce début de 2007, la valeur des ventes d'autos neuves *fabriquées en Amérique du Nord* fléchit (– 7,4 %), une troisième fois durant les cinq derniers trimestres et après une reprise prononcée à la fin de 2006, tandis que la valeur des ventes d'autos *fabriquées outre-mer* se redresse (+ 1,7 %) après un quatrième trimestre bien négatif, de pair avec le regain marqué (+ 9,6 %) de la valeur des ventes d'autos fabriquées au Japon.

De leur côté et toujours **au premier trimestre 2007**, la croissance se situe dans la moyenne du commerce de détail (+ 1,7 %) concernant *les magasins de meubles et au-dessus de cette moyenne quant aux ventes des magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage* (+ 8,6 %), *des pharmacies et des magasins de produits de soins personnels* (+ 5,7 %), *des magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers* (+ 5,7 %) et *des stations-service* (+ 5,3 %). Ensuite, la progression des ventes se révèle modérée, quoique parfois au-dessus de la moyenne, pour des groupes tels que *les magasins de vêtements* (+ 2,7 %), les « *magasins de détail divers* » (+ 2,2 %), les « *magasins de marchandises diverses* » (+ 2,1 %), les *magasins d'articles de sport, de passe-temps, de musique et de produits des librairies* (+ 1,3 %), ainsi que les *concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et des pièces* (+ 1,2 %). Les ventes bougent à peine dans les *supermarchés* (+ 0,6 %), les centres de rénovation et les

quincailleries (+ 0,2 %). Par contre fléchissent les ventes *des magasins de chaussures et d'accessoires vestimentaires et des bijouteries* (– 3,9 %), *des magasins d'ordinateurs et de logiciels* (– 3,9 %), ainsi que *des magasins d'accessoires de maison* (– 0,5 %).

Dans le domaine de la construction, après une année 2006 caractérisée, durant les trois derniers trimestres, par une croissance forte et accélérée, la valeur totale **des permis de bâtir**, après désaisonnalisation, amorce l'année **2007** par une dégringolade **au premier trimestre** (– 12,2 %). Plus particulièrement, la valeur des permis émis à des fins résidentielles – qui constitue 65,9 % de la valeur des permis – chute, elle aussi, (– 10,8 %), après trois trimestres fort positifs. Parallèlement, après une embellie au dernier trimestre 2006 qui a propulsé les inscriptions de logements neufs à la hauteur de 50 000 unités et plus (données annualisées), le nombre total **de logements mis en chantier** amorce 2007 par une contraction au premier trimestre (– 8,2 %) et, compte tenu du repli de 5,2 % en **avril**, le cumul enregistré en 2007 décroît de 3,3 % par rapport aux quatre premiers mois de l'année 2006. Dans le même ordre, **dans les villes de 10 000 habitants et plus**, le nombre désaisonnalisé de logements mis en chantier décroît de 4,7 %, résultat de la dégringolade de 10,1 % de nouvelles maisons individuelles conjuguée à la réduction de 1,2 % de nouveaux logements collectifs. Toujours dans les centres urbains, mais en **données non désaisonnalisées**, le nombre de logements mis en chantier descend de 7,7 %, entraîné par les pertes touchant les deux plus grosses catégories, à savoir les appartements (– 11,2 %) et les maisons individuelles (– 8,4 %), tandis que pointe vers le haut le nombre de nouveaux logements jumelés (+ 19,5 %) et de nouveaux logements en rangée (+ 16,7 %). **Quant aux permis de bâtir** dans le secteur *non résidentiel* (34,2 % du total), après une année 2006 positive à chaque trimestre, leur valeur globale fond de 14,7 % en ce premier trimestre 2007, conséquence du tassement observable sur les plans commercial (– 0,8 %), institutionnel et gouvernemental (– 19,6 %), outre le secteur industriel (– 42,7 %).

En ce qui concerne les échanges internationaux **de marchandises, en dollars courants, les exportations du Québec** sont évaluées à 18,4 milliards de dollars durant **les trois premiers mois de 2007**, soit en moyenne 1,6 % de plus qu'à la même période de 2006. Représentant 77,3 % des exportations internationales de marchandises du Québec, la valeur des exportations **vers les États-Unis** reste collée sous la barre de 80 %, un cinquième trimestre d'affilée et elle décroît de 1,7 %, un deuxième trimestre consécutif et le troisième en quatre trimestres. Par contre, la valeur des exportations à destination de **l'Union européenne** (sans la Bulgarie et la Roumanie) se signale par un bond de 22,9 %, c'est-à-dire un huitième trimestre positif de suite.

De fait, la valeur des exportations québécoises de la majorité **des 25 principaux produits** pointe vers le haut en ce début de 2007, notamment l'aluminium et ses alliages, premier produit exporté (+ 27,3 %), les moteurs d'avion et leurs pièces (quatrième, + 17,6 %), le cuivre et ses alliages

(cinquième, + 5,6 %), les outils et autre matériel (sixième, + 1,4 %), l'électricité (+ 16,6 %), le groupe « autres produits finis » (+ 0,4 %), les ouvrages de base en métal (+ 8,9 %), les viandes fraîches, réfrigérées et congelées (+ 0,7 %), les dérivés du pétrole et du charbon (+ 13,4 %), les machines et le matériel de bureau (+ 19,1 %), les produits chimiques organiques (+ 33,1 %), les formes de base en matière plastique (+ 4,3 %), les effets ménagers et personnels (+ 2,0 %), les récipients (+ 0,3 %), de même que les camions, les tracteurs routiers et les châssis (+ 10,4 %). À l'opposé, les exportations de quelques produits d'importance sont en baisse, entre autres les avions entiers avec moteurs, deuxième produit exporté (- 3,4 %), le papier journal (troisième, - 8,7 %), le matériel de télécommunication et autre équipement, huitième produit exporté (- 49,6 %), le bois d'œuvre (- 19,8 %), les produits semi-ouvrés en bois (- 40,5 %), les vêtements (- 21,7 %), les pâtes de bois (- 8,8 %), les pièces de véhicule autres que les moteurs (- 16,4 %), ainsi que le minerai et les concentrés de fer (- 11,7 %).

Pour leur part, depuis le deuxième trimestre 2004, **les importations internationales** de marchandises se maintiennent à la hausse, mais en décélérant particulièrement depuis le deuxième trimestre 2005 jusqu'à leur décroissance en ce premier trimestre 2007 (- 0,6 %), de sorte qu'elles s'établissent à 19,0 milliards de dollars. La valeur des importations en provenance **des États-Unis** - qui comptent pour 34,6 % des importations internationales du Québec - continue d'accélérer (+ 6,0 %) et connaît une troisième hausse de suite, tandis que la valeur des importations en provenance de **l'Union européenne** (à 25 membres) se contracte (- 1,2 %) un deuxième trimestre consécutif et la troisième fois en cinq trimestres.

Du côté des marchandises, les variations de la majorité des importations des 25 principaux produits se révèlent positives. Ainsi, à côté des automobiles et des châssis (+ 7,2 %), ainsi que des camions, des tracteurs routiers et des châssis (+ 6,6 %), se rangent les produits chimiques inorganiques (+ 12,1 %), le groupe « autres dérivés du pétrole et du charbon » (+ 17,7 %), les moteurs d'avion et les pièces (+ 36,7 %), les avions entiers avec moteurs (+ 35,6 %), le groupe « autres minerais, concentrés et déchets métallifères » (+ 32,2 %), les pièces d'avion autres que les moteurs (+ 38,2 %), le cuivre (+ 27,7 %), les vêtements de dessus non tricotés (+ 17,9 %), le mazout (+ 3,3 %), les meubles (+ 13,9 %), sans oublier les vêtements de dessus tricotés (+ 20,3 %), le papier et le carton (+ 5,1 %), ainsi que le groupe « autres boissons » (+ 14,7 %). Néanmoins, les instruments de mesure, de laboratoire, etc. stagnent, et on remarque un repli de la valeur des importations de groupes de biens tels que le pétrole brut (- 13,0 %), les produits pharmaceutiques (- 14,4 %), les ordinateurs (- 46,4 %), les produits chimiques organiques (- 11,3 %), les tubes électroniques et les semi-conducteurs (- 27,4 %), le matériel de télécommunication (- 30,4 %), les pièces de véhicule automobile autres que les moteurs (- 12,6 %), les matières plastiques non façonnées (- 2,1 %), de même que les tôles, les feuilles et le feuillard d'acier (- 45,5 %).

LA PRODUCTION DE BIENS

La valeur totale **des expéditions manufacturières** québécoises, après désaisonnalisation, estimée à 35,3 milliards de dollars au cours **des trois premiers mois de 2007**, recule de 1,3 %, après deux trimestres positifs. Cette deuxième diminution durant les quatre derniers trimestres résulte des seules contre-performances des industries de biens non durables (- 3,6 %), les expéditions de biens durables se trouvant en hausse (+ 1,0 %) un deuxième trimestre de suite.

De fait, ce fléchissement des expéditions **des biens non durables** (- 3,6 %) concerne toutes les têtes de liste, notamment les aliments (- 1,8 %), les produits du pétrole et du charbon (- 0,9 %), le papier (- 4,1 %), les produits chimiques (- 15,4 %), les produits en caoutchouc et en plastique (- 1,3 %) et, accessoirement, les textiles (- 0,3 %). Tout de même, à côté des activités d'impression (+ 1,6 %), on observe quelques hausses d'expédition des boissons et des produits du tabac (+ 3,1 %), des vêtements (+ 0,2 %), des produits textiles (+ 4,2 %), ainsi que des produits en cuir (+ 16,0 %).

Du côté **des biens durables**, la situation apparaît plus contrastée et la progression des expéditions (+ 1,0 %) tient des performances de plusieurs groupes d'importance, entre autres les industries des produits métalliques (+ 8,1 %), des produits en bois (+ 2,3 %), des machines (+ 5,2 %), des produits informatiques et électroniques (+ 3,0 %), des appareils et des composants électriques (+ 7,3 %), des meubles et des produits connexes (+ 5,2 %), de même que des produits minéraux non métalliques (+ 1,0 %). Par contre, les livraisons de deux têtes de liste varient négativement. C'est le cas des industries des métaux de première transformation (- 1,0 %) et du matériel de transport (- 3,8 %), suivies du groupe « activités diverses de fabrication » (- 2,7 %).

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Par rapport **aux quatre premiers mois** de 2006 au cours desquels il variait de 1,1 %, **l'emploi** au Québec progresse plus vite en **2007**, soit de 1,9 %. Ainsi, le nombre d'emplois s'accroît de 72 800 environ durant cette période, en comparaison de 42 400 au cours des mois correspondants de 2006. Pendant la même période, **la population active** croît de 46 100 individus en **2007** et de 52 300 en 2006. En conséquence, le nombre **de personnes en chômage** diminue de 26 800 en **2007**, et ne permet aucune comparaison avec la même période de 2006, quand il augmentait de 9 900. Cela représente **un taux de chômage** de 7,6 % en moyenne en **2007**, en regard de 8,3 % au cours des quatre premiers mois de 2006.

Cette évolution positive du marché du travail, en ce début d'année 2007, se répercute bien plus favorablement sur les femmes que sur les hommes, certainement au sujet de l'emploi, mais particulièrement au chapitre du chômage, contrairement à la même période de 2006 qui a plutôt favorisé les hommes. En effet, **chez les femmes**, au cours **des quatre premiers mois de 2007**, l'emploi s'élève de 53 900 postes, mais la population active, de 30 600 par rapport aux mêmes mois de 2006, d'où une baisse de 23 400 chômeuses, ce qui fait glisser le taux de chômage à 6,6 %. En comparaison, les quatre premiers mois de 2006 enregistraient une hausse de 19 900 chômeuses et un taux de chômage estimé à 8,0 %. **Chez les hommes**, et en regard de cette même période de 2006, l'emploi ne monte que de 18 900 postes environ en 2007, et la population active, de 15 500, d'où une diminution de 3 400 chômeurs et un taux de chômage établi à 8,5 %, par comparaison avec une réduction de 9 900 chômeurs et un taux de chômage à 8,6 % durant les quatre premiers mois de 2006.

Analysée à partir des résultats des industries productrices de biens et de services, la création nette d'emplois en **2007** repose entièrement sur le secteur des services, tandis qu'à la même période de 2006, elle provenait à la fois du secteur des biens et du secteur des services. C'est dire, en 2007, que **le secteur producteur de biens** perd 49 500 emplois, tandis que **le secteur producteur de services** se gonfle de 122 400 emplois.

À la vérité, l'agriculture enregistre 4 600 emplois de moins et les autres industries primaires, 4 800 de moins. Les industries manufacturières perdent 35 600 emplois, les services publics, 3 100, et la construction, 1 400. Enfin, du côté des services, l'emploi s'accroît dans la gestion d'entreprises (+ 24 900), les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 20 700), les finances et les affaires immobilières (+ 17 700), l'information, la culture et les loisirs (+ 17 100), l'hébergement et la restauration (+ 12 900), la santé et l'assistance sociale (+ 11 800), le commerce (+ 8 500), le groupe « autres services » (+ 8 500), ainsi que le transport et l'entreposage (+ 5 200). En revanche, la décroissance de l'emploi ne frappe que les services de l'enseignement (- 400) et les administrations publiques (- 4 500).

LES PRIX, LES SALAIRES ET LES REVENUS

Après avoir varié, trimestre après trimestre, au rythme annuel de 2 % et plus depuis 2004, **l'indice général des prix à la consommation (IPC)** au Québec monte encore, mais en décélérant depuis le troisième trimestre 2006, de sorte qu'**au premier quadrimestre 2007**, il n'augmente que de 1,4 %. Dans les faits, l'indice des prix de *l'habillement et des chaussures*, en baisse régulièrement depuis la fin de 2005, diminue encore en ce début de 2007 (- 0,7 %), après un sursaut au dernier trimestre 2006 (+ 1,3 %). Par contre, le secteur de *l'énergie* – dont l'indice n'a connu que des haus-

ses, certes irrégulières, tout au long des années 2004, 2005 et au cours de la première moitié de 2006 – décélère depuis et rapidement, au point de montrer une décroissance à la fin de 2006, mais une hausse (+ 0,4 %) relativement faible au cours des quatre premiers mois de 2007. Quant au secteur *du logement*, l'évolution de son indice – sans cesse supérieure à celle de l'IPC général depuis le deuxième trimestre 2003, à une exception près – double pour ainsi dire en ce début de 2007 (+ 2,7 % contre + 1,4 %). Au chapitre *des aliments*, la croissance des prix, au ralenti chaque trimestre 2005, finit par égaler celle de l'IPC d'ensemble au quatrième trimestre, mais elle la surpasse depuis le début de 2006 et, avec accélération, encore en ces quatre mois de 2007 (+ 3,2 % contre + 1,4 %). Ainsi, **sans les aliments**, l'IPC québécois en **2007** n'avance que de 0,9 %, c'est-à-dire bien moins rapidement que l'IPC **sans l'énergie** (+ 1,4 %).

Par ailleurs, après une année 2005 durant laquelle plusieurs variations mensuelles ou trimestrielles de l'IPC québécois se sont révélées, contrairement à l'habitude, plus élevées que celles de **l'IPC canadien**, l'année 2006 montre un réajustement, indiquant que l'IPC québécois progresse un peu moins vite que son équivalent canadien, trimestre après trimestre, et ce, jusqu'en ce premier quadrimestre 2007 (+ 1,4 % contre + 1,9 % pour ce qui est de l'IPC général canadien). En outre, après une tendance haussière d'août 2002 jusqu'au premier trimestre 2003, suivie de diminutions mensuelles ininterrompues jusqu'en mars 2004 – partiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien –, **l'indice canadien des prix des produits industriels**, qui s'était remis à croître, même au-delà de 5 % trimestriellement en 2004, a décéléré en 2005 (+ 1,6 %), mais reprend une certaine expansion en 2006 (+ 2,3 %), encore persistante durant les deux premiers mois de 2007 (+ 3,7 %).

En ce qui concerne le revenu, les données *du premier trimestre 2007* n'étant pas encore publiées, **le quatrième trimestre 2006** indique une douzième hausse trimestrielle consécutive (+ 1,3 %) **du revenu personnel** au Québec, exprimé **en dollars courants**, d'où un gain de 4,5 % dans l'ensemble de 2006. Dans le même temps, enregistrant un taux de variation trimestriel plus élevé (+ 1,6 %), **le revenu personnel disponible** affiche une septième augmentation de suite, après une stagnation survenue au début de 2005, et il gagne 4,4 % dans l'ensemble de 2006. Pour sa part, depuis ses variations trimestrielles négatives en 2004, puis à la fin de 2005, **la rémunération hebdomadaire moyenne** des salariés du Québec ne cesse de raffermir son redressement, jusqu'**en ce premier trimestre 2007** durant lequel elle s'établit à 714,90 dollars, en hausse de 0,6 %. **Quant aux salaires et aux traitements** versés au Québec en ce même trimestre, ils totalisent 33,8 milliards de dollars, soit une progression de 2,7 % ou plus que le double du dernier trimestre 2006.

Dans le cas des revenus de transfert versés au Québec, objets d'une décélération trimestrielle depuis le début de 2004, jusqu'à la décroissance, trimestre après trimestre en 2005, les déboursements **en prestations d'assistance-emploi** repartent à la hausse en 2006 et atteignent 936,4 millions de

dollars au cours **des quatre premiers mois de 2007**, en hausse de 0,6 %. Au contraire, le nombre **de prestataires**, estimé à 498 997 en ce début de 2007, continue à décroître (- 1,2 %). Pour leur part, **les prestations d'assurance-emploi** versées au Québec durant **les deux premiers mois de 2007**, évaluées à 881,4 millions de dollars, affichent une baisse de 9,8 %, tandis que le nombre **de demandes d'assurance-emploi initiales acceptées** décroît de 5,5 %.

LE SECTEUR FINANCIER

Après s'être déprécié en 2001 et en 2002 jusqu'à se situer à 63,68 ¢ US en moyenne, **le dollar canadien** remonte en 2003 et gagne 12,1 % (+ 16,2 % au seul deuxième semestre), se trouvant à plus de 70 ¢ US. Il continue à augmenter, dépassant 80 ¢ US en 2005, puis 85 ¢ US en 2006 et, compte tenu des fluctuations **des trois premiers mois de 2007**, il équivaut à **85,35 ¢ US** en moyenne contre 86,62 ¢ US à la même période de 2006, soit 1,5 % de moins. De même, face à quelques autres devises d'importance, la devise canadienne varie à la baisse, en regard des trois premiers mois de 2006. En effet, elle s'échange en moyenne contre 0,6513 **euro** (- 9,5 %), 0,4366 **livre sterling** (- 11,6 %), 1,0528 **franc suisse** (- 6,2 %) et 101,8894 **yens** (+ 0,7 %). Cependant, en **mai 2007**, elle se trouve à 91,33 ¢ US, soit 1,3 % de plus qu'en mai 2006, comparativement à 0,6756 euro (- 4,3 %), à 0,4602 livre sterling (- 4,7 %), à 1,1152 franc suisse (+ 1,4 %) et à 110,3028 yens (+ 9,5 %).

Par ailleurs, de plus de 8 % en moyenne au début de 1995, **le taux d'escompte de la Banque du Canada**, marqué par des hauts et des bas d'amplitude inégale, descend jusqu'à 2,25 % au milieu de l'année 2004, soit le même niveau mensuel qu'au début de 2002 et, surtout, le plus bas enregistré depuis la publication, en 1961, de ces données. Par la suite, il remonte peu à peu jusqu'à 2,75 % encore durant les deux premiers quadrimestres de 2005 puis, graduellement, jusqu'à 4,50 % depuis **mai 2006**. Parallèlement, après être descendu à 2,00 % vers la mi-avril 2004, **le taux cible du financement à un jour**, qui remplace effectivement le taux d'escompte comme *taux directeur* de la Banque du Canada, monte par gradation, de 2,50 % vers la fin d'octobre 2004 jusqu'à 3,25 % en décembre 2005, à 3,50 % à la fin de **janvier 2006** et à **4,25 %** depuis la troisième semaine de **mai**. Pour sa part, **le taux directeur de la Réserve fédérale américaine – taux cible des fonds fédéraux** – remonte à 1,25 % en juin 2004 et, progressivement, à 2,50 % en février 2005, à 4,25 % en décembre, à 4,50 % en janvier 2006 et à **5,25 %** depuis la fin de **juin 2006**.

De son côté, après s'être hissé jusqu'à 9,75 % en avril 1995, et avoir fluctué tout au long des années subséquentes, **le taux de base canadien** retourne à 4,25 % pendant plusieurs mois en 2005, puis jusqu'à 5,75 % en avril 2006 et à **6,00 %** depuis **mai 2006**, tandis que **le taux de base américain** va de 9,00 % en avril 1995 à 4,00 % encore en juin 2004 et, par gradation, remonte jusqu'à 7,75 % en avril 2006 et à **8,25 % depuis juillet**. Ainsi, après avoir compté une période longue et continue de prédominance du taux américain sur le taux canadien, et l'inverse durant quelques mois allant de l'automne 2002 à février 2004, le taux canadien retourne en deçà du taux américain. Au final, **en avril 2007**, par rapport à avril 2006, ce taux reste stable au Canada, mais monte de **50 points** aux États-Unis. Par ailleurs, après avoir atteint 7,50 % en moyenne aux premiers jours de 2000, c'est-à-dire le pourcentage le plus élevé depuis la troisième semaine d'avril 1997, **le taux de rendement sur les obligations à long terme des sociétés** (Scotia Capital inc.) varie semaine après semaine, et plus souvent à la hausse qu'à la baisse en cette première moitié de 2007 durant laquelle il s'établit à **5,63 % à la fin de mai**.